Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 MARS 1891.

Réduction du nombre des conseillers nécessaires dans les cours d'appel pour juger les affaires correctionnelles et pour former la chambre des mises en accusation. — Emploi de la langue flamande en matière répressive devant la Cour d'appel de Bruxelles (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE CORSWAREM.

MESSIEURS,

Le 18 décembre 1890, la Chambre a été saisie par MM. Coremans, Van Wambeke, Amédée Visart, Helleputte, Begerem et Neriucx, d'une proposition de loi modifiant l'article 85 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire (3). Nos honorables collègues ont déclaré se rallier, sous certaines réserves, au projet déposé, le 19 janvier 1891, par M. le Ministre de la justice. Ce dernier projet traite à la fois de deux matières complètement distinctes : il consacre une règle générale — la réduction du nombre des conseillers composant les chambres correctionnelles des cours d'appel et les chambres des mises en accusation — et une règle spéciale : l'extension, à la Cour d'appel de Bruxelles, de quelques dispositions de la loi du 3 mai 1889 sur l'emploi de la langue flamande en matière répressive.

La proposition de MM. Coremans et consorts contient une disposition se

(1) Projet de loi, n° 59.

(2) La section centrale, présidée par M. DE LANTSHEERE, était composée de MM. MEYERS, NOTHOMB, DE CORSWAREM, VAN WAMBEKE, LEFEBVRE et DIERCKX.

(3) Projet de loi, n° 58.

rapportant à un troisième ordre d'idées — l'application, en matière disciplinaire, des prescriptions de la loi du 3 mai 1889.

Il convient d'examiner séparément ces trois objets.

I.

Réduction du nombre des conseillers nécessaires dans les cours d'appel pour juger les affaires correctionnelles et pour former la chambre des mises en accusation.

Toutes les sections ont donné leur approbation à l'article 1 du projet déposé par M. le Ministre de la justice.

Quelques membres ont cependant fait des réserves. Ils estiment qu'il n'existe aucune raison pour réduire de 3 à 3 le nombre des conseillers formant les chambres correctionnelles et les chambres des mises en accusation ; ils ajoutent que l'adoption de la modification proposée entraînera, nécessairement et à bref délai, la réduction du nombre des conseillers composant les chambres civiles.

D'autres membres ont fait observer, en sens contraire, que la diminution proposée par M. le Ministre de la Justice permettrait de majorer les traitements de la magistrature, sans charge nouvelle pour le pays, et qu'il se manifeste d'ailleurs, en Belgique aussi bien qu'à l'étranger, un mouvement très prononcé vers la réduction du personnel de toutes les juridictions.

La section centrale s'est ralliée aux considérations développées dans l'exposé des motifs.

Sans vouloir se prononcer sur la réduction du personnel des tribunaux en général, elle pense qu'il existe, au point de vue qui nous occupe, une très sérieuse différence entre les affaires correctionnelles et les affaires civiles. Les affaires civiles, soumises aux cours d'appel, soulèvent presque toutes des questions de droit ou d'interprétation fort compliquées ; la solution des affaires correctionnelles dépend, au contraire, dans la plupart des cas, de simples appréciations de fait. L'intérêt public, aussi bien que les intérêts des prévenus, seront suffisamment sauvegardés par l'expérience des juges d'appel et par les garanties de capacité dont la loi entoure leur nomination.

II

Emploi de la langue flamande devant les cours d'appel.

Le Gouvernement propose d'organiser, au sein de la Cour d'appel de Bruxelles, une chambre permanente à laquelle seraient renvoyées toutes les affaires correctionnelles devant être jugées en langue flamande, conformément aux prescriptions de la loi du 3 mai 1889. Cette proposition a été admise, sans aucune opposition, par toutes les sections et par la section centrale.

D'après l'article 2 du projet, l'article 13 de la loi du 3 mai 1889 serait rendu applicable aux poursuites à charge des officiers du ministère public près les tribunaux de police, et des officiers de police judiciaire, à l'exclusion des autres fonctionnaires de l'ordre judiciaire qui sont jugés en premier et dernier ressort par la Cour d'appel. La section centrale est d'avis que cette exclusion n'est pas justifiée; elle propose, en conséquence, un changement de rédaction au dernier alinéa de l'article 2.

Le projet de loi déposé par M. le Ministre de la Justice et la proposition de M. Coremans ne visent que l'emploi de la langue flamande devant la Cour d'appel de Bruxelles.

Désormais la procédure, commencée en flamand devant la juridiction de première instance, se poursuivra donc dans la même langue devant les cours d'appel de Gand et de Bruxelles, tandis que les affaires correctionnelles, jugées en flamand par les tribunaux de Hasselt et de Tongres, seraient jugées en français par la Cour d'appel de Liège; la loi ne prévoit même pas la possibilité, pour la Cour d'appel de Liège, d'ordonner l'emploi de la langue flamande, selon les besoins de chaque cause.

Il n'est pas admissible que la province de Limbourg soit soumise à un véritable régime d'exception.

Les raisons de justice, qui légitiment le projet du Gouvernement, s'appliquent en tout point, et même à plus forte raison, à la Cour d'appel de Liège. Le ressort de cette Cour comprend quatre provinces dont une seule flamande; il est donc évident que les conseillers comprenant le flamand seront toujours en infime minorité. Sans doute, les premiers présidents de la Cour d'appel de Liège ont généralement eu soin de désigner au moins un conseiller connaissant le flamand, pour faire partie de la Chambre correctionnelle, mais ce n'est pas là une obligation. La loi n'est pas violée si les prévenus du Limbourg, ne comprenant que le flamand, sont renvoyés devant une chambre correctionnelle composée exclusivement de conseillers ne connaissant que le français.

Il est inutile d'insister sur les inconvénients d'une pareille situation. La justice n'est pas assurée lorsque le prévenu n'est pas libre de se défendre; et peut-on affirmer qu'il possède réellement cette liberté, si les juges, devant lesquels il comparait, ne le comprennent pas, si la procédure se fait dans une langue qui lui est complètement inconnue?

Divers membres ont proposé d'autoriser le renvoi, devant la Cour d'appel de Bruxelles, des prévenus du Limbourg qui ne connaissent que le flamand. La section centrale estime que, par suite de la réduction du personnel des chambres correctionnelles, il devient possible de donner toute garantie à ces prévenus, sans modifier la compétence territoriale des cours d'appel. La Cour d'appel de Liège compte, et comptera toujours, un nombre suffisant de conseillers comprenant le flamand, pour pouvoir composer une chambre correctionnelle spéciale. Cette chambre ne devrait pas être permanente. Les affaires, qu'elle serait appelée à juger, sont relativement peu nombreuses; elles ne nécessiteraient, chaque année, qu'un petit nombre d'audiences.

Pour ces motifs, la section centrale propose, d'accord avec la majorité

des sections, d'étendre à la Cour d'appel de Liège, les dispositions visées par l'article 2 du projet du Gouvernement, et d'insérer, dans ce projet, un article nouveau prescrivant la constitution d'une chambre temporaire chaque fois que la Cour d'appel de Liège sera saisie d'affaires dans lesquelles la procédure doit avoir lieu en flamand.

III.

Emploi de la langue flamande en matière disciplinaire.

La loi du 3 mai 1889 ne concerne que l'emploi de la langue flamande en matière répressive.

La réprimande, la suspension, la destitution ne sont pas des *peines* dans le sens attribué à ce mot par la loi pénale, mais, en réalité, elles ne sont pas moins redoutables que les peines proprement dites. Dès lors, il semble équitable d'entourer les poursuites disciplinaires des mêmes garanties que les poursuites répressives. On objectera peut-être que la plupart des citoyens pouvant être l'objet de pareilles poursuites sont tenus, en raison même de leurs fonctions, de connaître la langue française. Nous n'en disconvenons nullement; mais il n'existe aucune raison convaincante pour priver les citoyens poursuivis en matière disciplinaire des droits que la loi accorde aux prévenus en matière pénale.

Le projet du Gouvernement réduit à trois le nombre des conseillers nécessaires, dans les cours d'appel, pour juger les *affaires correctionnelles* et pour former les *chambres des mises en accusation*. D'après ce projet, les affaires disciplinaires continueront donc à être jugées par des chambres composées de cinq conseillers.

Si la Chambre est d'avis que la loi du 3 mai 1889 doit être rendue applicable en matière disciplinaire, il y aura lieu de décider que les affaires de cette nature, dans lesquelles il devra être statué en flamand par les cours d'appel de Bruxelles ou de Liège, seront renvoyées à des chambres composées de trois conseillers, comme en matière correctionnelle.

L'ensemble du projet de loi présenté par M. le Ministre de la Justice a été adopté à l'unanimité par la section centrale, sauf les modifications suivantes que la section a l'honneur de proposer à la Chambre.

Le Rapporteur,

DE CORSWAREM.

Le Président,

T. DE LANTSHEERE.

PROJETS DE LOI.

PROJET DU GOUVERNEMENT.

ARTICLE PREMIER.

Les cours d'appel siègent comme chambres des mises en accusation et jugent les affaires correctionnelles au nombre fixe de trois conseillers, y compris le président.

Dans les cas prévus par les articles 2 et 4 de la loi du 4 octobre 1867, la chambre des mises en accusation ne pourra prononcer le renvoi autorisé par l'alinéa premier de l'article 6 de cette loi ou réformer l'ordonnance de la chambre du conseil qu'à l'unanimité de ses membres.

ART. 2.

Les dispositions des articles 2 à 7 et 9 à 11 de la loi du 5 mai 1889, sur l'emploi de la langue flamande en matière répressive, sont applicables aux affaires dont la Cour d'appel de Bruxelles connaît en degré d'appel et dans lesquelles le jugement du tribunal a été rendu en flamand.

Lorsque le jugement a été rendu en français, le prévenu peut demander à la chambre saisie de l'affaire que la procédure soit faite en flamand et que l'arrêt soit rendu en cette langue. Il est statué sur la demande conformément à l'article 13 de la loi précitée et à l'alinéa 2 de l'article 5 ci-dessous.

PROJET DE LA SECTION CENTRALE.

ARTICLE PREMIER.

(Comme ci-contre.)

ART. 2.

Alinéa 1. — Les dispositions des articles 2 à 7 et 9 à 11 de la loi du 5 mai 1889, sur l'emploi de la langue flamande en matière répressive, sont applicables aux affaires dont les cours d'appel de Bruxelles et de Liège connaissent en degré d'appel et dans lesquelles le jugement du tribunal a été rendu en flamand.

Alinéa 2. — (Comme ci-contre).

PROJET DU GOUVERNEMENT.

L'article 13 précité est applicable aux poursuites à charge des officiers du ministère public près les tribunaux de police et des officiers de police judiciaire, dont la cour connaît en premier et en dernier ressort.

ART. 5.

La 5^e chambre de la Cour d'appel de Bruxelles connaît des affaires civiles et des affaires correctionnelles visées aux alinéas 1 et 3 de l'article précédent.

La 6^e chambre connaît, en degré d'appel, des autres affaires correctionnelles. Toutefois, lorsqu'un des trois membres qui siègent ne connaît pas la langue flamande, elle renvoie devant la 5^e chambre les affaires dans lesquelles il y a lieu de faire emploi du flamand.

ART. 4.

La 5^e chambre sera composée d'un président, de conseillers, d'un avocat général et d'un greffier adjoint connaissant la langue flamande.

ART. 5.

Les conseillers qui ont fait le service de la 5^e chambre peuvent, lors du roulement annuel, être dispensés par le premier président de faire le service de la 6^e chambre, et réciproquement.

ART. 6.

Lorsqu'un ou plusieurs membres de la chambre des vacations ne connaissent pas le flamand, le premier président peut désigner un ou plusieurs autres conseillers connaissant cette langue, qui, le cas échéant, siégeront à ladite chambre dans les affaires visées à l'article 2 de la loi.

PROJET DE LA SECTION CENTRALE.

Alinéa 5. — Les dispositions visées par le premier alinéa du présent article sont applicables aux poursuites dont lesdites cours connaissent en premier et en dernier ressort, en exécution des articles 479 et 485 du Code d'instruction criminelle.

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

ART. 4.

(Comme ci-contre.)

ART. 5.

(Comme ci-contre.)

ART. 6.

(Comme ci-contre.)

PROJET DU GOUVERNEMENT.

PROJET DE LA SECTION CENTRALE.

ART. 6^{bis} (nouveau).

Chaque fois que la Cour d'appel de Liège est saisie d'affaires, dans lesquelles la procédure doit avoir lieu en flamand, le premier président est tenu de constituer une chambre temporaire composée de conseillers, d'un avocat général et d'un greffier connaissant la langue flamande.

ART. 6^{ter} (nouveau.)

La loi du 5 mai 1889 et les articles 2 et suivants de la présente loi sont applicables aux affaires disciplinaires.

Lorsqu'il devra être fait emploi de la langue flamande par les cours d'appel de Bruxelles ou de Liège, siégeant en matière disciplinaire, l'affaire sera renvoyée à une chambre composée, conformément aux dispositions ci-dessus, de conseillers connaissant le flamand.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

ART. 7.

ART. 7.

Dans les dix jours de la publication de la présente loi, le premier président de la Cour d'appel de Bruxelles remplacera à la 5^e chambre le président et les conseillers qui ne connaîtraient pas le flamand par des magistrats connaissant cette langue.

(Comme ci-contre.)